

L'impact du contexte socioéconomique local sur la création d'entreprises en France

Frank Lasch

Volume 20, numéro 2, 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1008515ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1008515ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Presses de l'Université du Québec

ISSN

0776-5436 (imprimé)

1918-9699 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lasch, F. (2007). L'impact du contexte socioéconomique local sur la création d'entreprises en France. *Revue internationale P.M.E.*, 20(2), 9–32.
<https://doi.org/10.7202/1008515ar>

Résumé de l'article

Dans un contexte économique où les grandes entreprises réduisent leur effectif, l'heure est propice pour les petites entreprises car elles sont devenues la source principale de création de nouveaux emplois. Malgré la conjoncture défavorable, les chiffres de l'INSEE pour 2003 confirment que le nombre de créations d'entreprises est en forte hausse. Il s'agit principalement de microentreprises, celles-ci sont, en conséquence, fragiles et plus sensibles aux influences de l'environnement local. Or, les recherches en entrepreneuriat ont rarement eu pour objectif d'expliquer ce type de déterminant en France et, de plus, des analyses empiriques sur la totalité de la population font quasiment défaut. La question suivante se pose alors : « Dans quel environnement socioéconomique prospèrent les jeunes entreprises et quel contexte territorial s'avère plutôt défavorable pour le développement d'activités entrepreneuriales ? » Se concentrant sur cette problématique, cette recherche empirique inclut toutes les entreprises créées entre 1993 et 2001 (champ de l'industrie, du commerce et des services ou ICS, avec plus de deux millions de créations) et met en évidence un déterminant particulier de la création d'entreprises, jusqu'alors peu étudié par la recherche française : les contextes territoriaux. Son apport principal concerne la visibilité, la compréhension et la perception des contextes territoriaux ainsi que leur impact sur le développement des activités entrepreneuriales. Les fortes disparités mesurées entre les 348 zones d'emplois révèlent clairement le lien direct entre les contextes territoriaux et l'intensité de création. Les déterminants majeurs sont le taux de chômage, la croissance démographique et un marché d'emplois hautement qualifiés. Les résultats indiquent aussi que la France s'inscrit de plus en plus dans la dynamique d'une économie fondée sur le savoir, les externalités de savoirs ayant même une incidence fortement supérieure aux externalités d'agglomération. Des pistes de recherche futures sont envisagées à l'issue de ce premier travail.

L'impact du contexte socioéconomique local sur la création d'entreprises en France

Frank LASCH
Groupe supérieur de commerce de Montpellier

MOTS CLÉS

**Création d'entreprise – Entrepreneuriat – PME/TPE
Environnement socioéconomique – France**

L'AUTEUR

FRANK LASCH est professeur associé en entrepreneuriat au Groupe supérieur de commerce de Montpellier (GSCM-Montpellier Business School), France. Ses recherches portent sur la relation entre environnement socioéconomique et création d'entreprises, sur la survie et la croissance des *start-ups* et sur l'entrepreneuriat dans le secteur TIC. Il est titulaire d'un doctorat en géographie économique obtenu en cotutelle franco-allemande (Montpellier et Regensburg). Adresse : Groupe supérieur de commerce de Montpellier (GSCM-Montpellier Business School), 2300, avenue des Moulins, 34185 Montpellier, Cédex 4. Téléphone : 33 4 67 10 28 18. Courriel : <flasch@supco-montpellier.fr>.

RÉSUMÉ

Dans un contexte économique où les grandes entreprises réduisent leur effectif, l'heure est propice pour les petites entreprises car elles sont devenues la source principale de création de nouveaux emplois. Malgré la conjoncture défavorable, les chiffres de l'INSEE pour 2003 confirment que le nombre de créations d'entreprises est en forte hausse. Il s'agit principalement de microentreprises, celles-ci sont, en conséquence, fragiles et plus sensibles aux influences de l'environnement local. Or, les recherches en entrepreneuriat ont rarement eu pour objectif d'expliquer ce type de déterminant en France et, de plus, des analyses empiriques sur la totalité de la population font quasiment défaut. La question suivante se pose alors : « Dans quel environnement socioéconomique prospèrent les jeunes entreprises et quel contexte territorial s'avère plutôt défavorable pour le développement d'activités entrepreneuriales ? » Se concentrant sur cette problématique, cette recherche empirique inclut toutes les entreprises créées entre 1993 et 2001 (champ de l'industrie, du commerce et des services ou ICS, avec plus de deux millions de créations) et met en évidence un déterminant particulier de la création d'entreprises, jusqu'alors peu étudié par la recherche française : les contextes territoriaux. Son apport principal concerne la

visibilité, la compréhension et la perception des contextes territoriaux ainsi que leur impact sur le développement des activités entrepreneuriales. Les fortes disparités mesurées entre les 348 zones d'emplois révèlent clairement le lien direct entre les contextes territoriaux et l'intensité de création. Les déterminants majeurs sont le taux de chômage, la croissance démographique et un marché d'emplois hautement qualifiés. Les résultats indiquent aussi que la France s'inscrit de plus en plus dans la dynamique d'une économie fondée sur le savoir, les externalités de savoirs ayant même une incidence fortement supérieure aux externalités d'agglomération. Des pistes de recherche futures sont envisagées à l'issue de ce premier travail.

ABSTRACT

Over the last decade, a significant shift in terms of new job creation favors small and medium sized firms. While large firms tend to reduce employment and delocalise increasingly, small firms become a principal source of new job creation in France. Despite a difficult overall economic context, the national institute of statistics and economic studies, INSEE, measures a constant increase of the number of new firms created each year. But this extremely dynamic entrepreneurial process masks sharp regional disparities. Mostly SMEs, new firms are extremely fragile and "sensitive" to the local socio-economic context. But does the regional environment significantly affect entrepreneurship and what type of local contexts give opportunities for entrepreneurs? This pressing issue remains the objective of only very few publications in the field of entrepreneurship, and especially those of French scholars. Additionally, empirical analysis using data of the whole firm stock are nearly absent in the French entrepreneurship landscape, dominated by qualitative studies using sample data. In the present study, an empirical lead forward was made by including data of all new firms created between 1993 and 2001 in the 348 French labor market areas (2,250,000 registrations). The results clearly show that the local socio-economic environment affects entrepreneurship more than a significant manner. Especially "entrepreneurial" areas that display a high level of entrepreneurship are characterized by a high unemployment rate, a significant population growth, and finally a highly educated local labour force, only to cite the three most important determinants. All these identified factors outmatch agglomeration economies and underline that entrepreneurship in France is closely linked to an emerging knowledge based economy. The present study concludes with a number of points where future research is necessary.

RESUMEN

En un contexto económico donde las grandes empresas reducen su personal, la hora es propicia para las pequeñas empresas ya que se convirtieron en la fuente principal de creación de nuevos empleos. A pesar de la coyuntura desfavorable, las cifras del INSEE para 2003 confirman que el número de nuevas creaciones está en fuerte subida. Se trata principalmente de microempresas, éstas son, en consecuencia, frágiles y más sensibles a las influencias del medio ambiente local. Ahora bien, las investigaciones en empresariado raramente tuvieron por objetivo explicar este tipo de determinante. Análisis empíricos con una muestra significativa faltan casi. La cuestión se plantea entonces: « ¿En qué medio ambiente socioeconómico

Revue internationale P.M.E., vol. 20, n° 2, 2007

prosperan las jóvenes empresas y qué contexto territorial resulta más bien desfavorable para el desarrollo de actividades empresariales?» Concentrándose en esta problemática, esta investigación empírica incluye todas las empresas creadas entre 1993 y 2001 y pone de relieve un determinante particular de la creación de empresas, hasta ahora poco estudiado por la investigación francesa: los contextos territoriales. La contribución principal se refiere a la visibilidad, la comprensión y la percepción de los contextos territoriales y de su impacto en el desarrollo de las actividades empresariales. Las fuertes disparidades medidas entre las 348 zonas de empleos revelan claramente el vínculo directo entre los contextos territoriales y la intensidad de creación. Los determinantes principales son la tasa de desempleo, el crecimiento demográfico y un mercado laboral altamente cualificado. Los resultados indican también que Francia se inscribe cada vez más en la dinámica de una economía basada en el conocimiento, los factores externos de conocimientos teniendo incluso una incidencia muy superior a los factores externos de aglomeración. Se prevén algunas pistas de investigación futuras después de este primer trabajo.

ZUSAMMENFASSUNG

Die anhaltende Tendenz abnehmender Beschäftigungszahlen und Betriebsverlagerungen von Grossunternehmen rückt die Bedeutung kleiner Unternehmen in den Vordergrund, die insbesondere im vergangenen Jahrzehnt die Hauptquelle neuer Arbeitsplätze darstellten. Trotz bleibender Konjunkturschwäche, misst das Französische Nationalamt für Statistik und Wirtschaftsstudien, INSEE, eine jährlich konstant wachsende Zahl an Neugründungen. Hinter dieser intensiven allgemeinen Gründungsdynamik verbergen sich allerdings extreme regionale Disparitäten. Neue Unternehmen sind in der weiten Mehrheit Klein- und Kleinstbetriebe und somit besonders vom frühen Scheitern bedroht. Insbesondere die Interdependenz zwischen Neuen Betrieben und regionalem sozioökonomischen Kontext rückt die Interdependenz zwischen Unternehmertum und Raum in ein besonderes Licht. Übt der regionale Kontext signifikanten, sogar entscheidenden Einfluss auf die Zahl neuer Unternehmen und Betriebe aus und welcher räumliche Kontext bietet Opportunitäten für Unternehmer? Diese Fragestellung steht allerdings nur in seltenen Fällen im Mittelpunkt der Gründungsforschung in Frankreich. Zudem fehlen empirische Studien, die als Grundgesamtheit alle Unternehmen und Betriebe erfassen, fast gänzlich in der französischen Gründungsforschung, die von qualitativen Forschungsmethoden, auf Stichproben basierend dominiert wird. Die vorliegende Studie leistet unter diesem Hintergrund einen wichtigen Beitrag indem sie diese Lücke ausfüllt und quantitativ-empirisch ausgelegt ist: Als Datenbasis wurden alle zwischen 1993 und 2001 in den 348 Arbeitsmarktregionen Frankreichs (hexagone) gegründeten Betriebe erfasst (2.250.000 Neugründungen). Die Ergebnisse untermauern deutlich den signifikanten Einfluss des lokalen sozio-ökonomischen Kontexts auf die Zahl neuer Betriebsgründungen. Besonders „unternehmerische“ Arbeitsmarktregionen zeichnen sich durch eine hohe Arbeitslosigkeit, ein hohes Bevölkerungswachstum, und schliesslich eine hochqualifizierte Arbeitsbevölkerung aus, umnur die wichtigsten Determinanten zu nennen. Diese Haupteinflussfaktoren übertreffen bei weitem den Einfluss von Agglomerationsvorteilen und zeichnen das Bild einer zunehmend wissenbasierten Wirtschaft.

Revue internationale P.M.E., vol. 20, n° 2, 2007

Introduction

Dans un contexte économique où les grandes entreprises réduisent leur effectif, l'heure est propice pour les petites entreprises¹ car elles sont devenues la source principale de création de nouveaux emplois. Il s'agit majoritairement de microentreprises qui démarrent sans salarié, représentant 76,3 % des créations en 2000 par rapport à 66,4 % en 1987. Si l'on s'intéresse aux emplois créés par les nouvelles entreprises, la progression y est encore plus forte : près d'un emploi sur deux en 2000 est lié à une microentreprise (47,5 %), contre seulement un tiers en 1987 (Lasch, 2003, p. 36). Malgré la conjoncture défavorable, les chiffres de l'INSEE pour 2003 confirment que cette tendance se maintient. Ainsi, le nombre de créations d'entreprises est en forte hausse et il s'agit majoritairement de microentreprises dans les services (Rieg, 2004, p. 1). Celles-ci sont, en conséquence, fragiles et plus sensibles aux influences de l'environnement local. L'importance du contexte local est cruciale, car l'entrepreneur réalise son projet de création souvent dans la région de sa résidence ou de son dernier diplôme. Ce potentiel « endogène » d'une région exprime donc un effet de proximité. Or, les recherches sur les entreprises nouvellement créées ont rarement eu pour objectif d'expliquer ce type de déterminant. De plus, des analyses empiriques avec un échantillon significatif font quasiment défaut. Le local peut intervenir à différents niveaux. Une forte demande dans le marché local peut offrir de nombreuses possibilités de créations d'entreprises, l'attractivité d'une région par sa qualité de vie peut déclencher des migrations de population active, mais aussi attirer des entreprises pour une implantation nouvelle. La restructuration dans les régions anciennement industrialisées peut pousser à la reconversion et à l'entrepreneuriat d'anciens employés d'usines fermées. La difficulté de s'insérer professionnellement dans une région marquée par le chômage peut également avoir un impact positif sur l'entrepreneuriat par nécessité. Ces exemples soulignent la nécessité d'étudier le lien entre contexte local et entrepreneuriat.

La question suivante se pose alors : « Dans quel environnement socio-économique prospèrent les jeunes entreprises et quel contexte s'avère plutôt défavorable pour le développement des activités entrepreneuriales ? » Se concentrant sur cette problématique, cette recherche empirique inclut tous les établissements nouvellement créés entre 1993 et 2001 (deux millions de créations) et met en évidence un déterminant particulier de la création d'entreprises, jusqu'alors peu étudié par la recherche française : les contextes territoriaux. Les fortes disparités mesurées entre les 348 zones d'emplois

1. Pour simplifier notre propos, nous utiliserons le terme entreprise qui regroupe les établissements siège (l'entreprise mère) et non siège (la filiale).

révèlent clairement le lien direct entre les contextes territoriaux et l'intensité de création. Les déterminants majeurs sont le taux de chômage, la croissance démographique et un marché d'emplois hautement qualifiés.

1. Fondements théoriques

1.1. Le problème de l'hétérogénéité des recherches

Dans la recherche sur l'entrepreneuriat en France, rares sont les études qui se concentrent sur la relation entre environnement et création d'entreprises. En outre, l'hétérogénéité des travaux pose un problème considérable. Les résultats sont obtenus sous différentes échelles d'analyse (par exemple, le département, la région) utilisant des approches quantitatives (données de masse de la statistique publique) ou qualitatives (enquêtes et échantillons de taille variable). Il est de ce fait difficile de comparer les différents résultats des recherches antérieures françaises et internationales.

En outre, une faible taille des échantillons ou un territoire d'étude restreint limitent la comparaison et la validité des résultats. La raison principale, évoquée notamment dans la littérature anglophone et germanophone, est le manque de sources statistiques dans la plupart des États industriels européens (surtout exhaustives et régulièrement mises à jour; Schmude, 1994a, p. 15; Fritsch *et al.* 2002). Paradoxalement, même si de nombreuses sources statistiques publiques produites par l'INSEE existent en France, on ne recense qu'un nombre très limité de travaux quantitatifs, empiriques, qui s'intéressent aux déterminants « environnementaux » de la création. Cela fait ressortir le fort besoin de recherche sur cette thématique. Dans la recherche française, les méthodologies de type qualitatif retiennent principalement l'attention (Lasch et Yami, 2007), même si une plus forte ouverture vers les méthodes quantitatives, empirico-déductives, est réclamée afin de garantir une plus grande diversité d'approches dans les travaux à venir (Saporta, 2002, p. V).

1.2. Les principaux déterminants environnementaux de la création d'entreprises

Malgré ces difficultés évoquées, les principaux déterminants environnementaux apparaissent dans la littérature, que ce soit au plan national ou régional. Le taux de création national dans les pays industriellement développés dépend ainsi de la conjoncture, des processus de restructuration dans les grandes entreprises, des revenus et de la consommation des ménages, de la politique économique et des changements technologiques (Keeble, Walker et Robson, 1993, p. 11).

Revue internationale P.M.E., vol. 20, n° 2, 2007

Les études qui se situent à un plan régional complètent ces résultats et avancent un certain nombre de déterminants « clés », dont l'influence (négative ou positive) a été mesurée de manière significative. Centrés sur ce niveau géographique d'analyse, Reynolds et Storey (1993) coordonnent un projet de recherche international pour mettre en évidence les facteurs environnementaux qui influencent l'entrepreneuriat de la période 1980 à 1990. L'avantage de ce projet inter- et transnational est de faire émerger les régularités, les constantes de l'influence de l'environnement socioéconomique sur la création d'entreprises à l'échelle régionale, et ce, d'autant plus que les analyses et la méthode étaient identiques pour chaque pays observé (Allemagne, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Irlande, Italie, Suède). En revanche, la qualité des sources statistiques varie entre ces pays, limitant parfois la validité et la comparaison des résultats. Toutefois, si les mêmes liens entre la création et les facteurs explicatifs susceptibles d'avoir une influence positive ou négative se dessinent clairement dans les pays étudiés, on pourrait en déduire que l'impact de l'environnement économique sur la création d'entreprises suit certaines régularités reproductibles dans d'autres pays (Reynolds, Storey et Westhead, 1994, p. 453). Les travaux de Reynolds et Storey (1993) montrent que le taux national de création d'entreprises, mais aussi les variations interrégionales, sont comparables dans les pays observés. Dans tous ces pays, trois déterminants majeurs apparaissent : une augmentation de la demande dans le marché régional, un tissu économique local ou régional dominé par des petites entreprises et un degré d'urbanisation élevé.

Dans une autre étude qui couvre les « counties » au Royaume-Uni, Keeble et Walker (1994, p. 425) mesurent l'impact significatif des déterminants suivants : croissance démographique, infrastructure bancaire et dispositifs de financement pour les jeunes entreprises, marché de l'emploi spécialisé (et qualifié) et une demande de marché importante. Johnson et Parker (1996) utilisent également les « counties » pour étudier les créations et les cessations de l'année 1990. Leurs résultats confirment ceux de Keeble et Walker (1994) et ils soulignent, en premier lieu, l'importance d'une forte demande émanant du marché local et, en second lieu, l'impact négatif du taux de chômage. Dans une étude sur l'Allemagne, Audretsch et Fritsch (1994) confirment l'effet positif d'une population active hautement qualifiée, d'une croissance démographique significative et d'une densité de population élevée. D'après ces mêmes auteurs, ce sont les effets positifs d'agglomération et d'urbanisation qui favorisent l'entrepreneuriat en permettant aux nouvelles entreprises de réduire les coûts de transaction en bénéficiant des externalités locales (marché de l'emploi spécialisé, accès plus facile aux réseaux et réduction de l'incertitude des entrepreneurs, richesse des sources externes

d'information). Notamment ces « *knowledge spillovers* » (Voigt, 1998) se trouvent plus facilement dans des régions de haute densité de population et de forte croissance démographique (Audretsch et Fritsch, 1994, p. 360). La demande locale apparaît en effet comme un des principaux facteurs favorables à la création d'entreprises, illustré par les études qui couvrent les pays mentionnés plus haut, mais aussi mesuré pour d'autres, comme la Belgique par exemple (Carree et Dejardin, 2006). La littérature montre ainsi que les opportunités de création d'entreprises sont plus importantes dans des espaces de fort potentiel en entrepreneurs et attractifs à travers une forte demande de marché. La qualité de l'environnement naturel fait également partie de l'attractivité d'un territoire et des phénomènes tels que l'héliotropisme peuvent contribuer au développement économique régional (George, 1991 ; Rouzier, 1987). Pendant que la qualité de vie et de l'environnement naturel constitue un facteur d'attractivité déclencheur de migrations de populations, la taxe professionnelle est un des indicateurs de l'attractivité fiscale d'une région pour les entrepreneurs. Cependant, ces deux facteurs sont rarement présents dans des modèles d'analyses centrés sur notre problématique.

Les résultats pour la France (Guesnier, 1994 ; le zonage utilisé est le département) mettent en avant la croissance démographique comme déterminant majeur, suivie par d'autres facteurs explicatifs, tels que les effets d'agglomération (la densité de la population), le niveau de qualification (diplômes de deuxième cycle dans la population résidentielle et cadres moyens dans la population active) ou la population active (part des 20 à 40 ans). En utilisant le même niveau géographique des départements, l'INSEE explique les variations du taux de création de la période 1993 à 1999, essentiellement par des externalités positives dont bénéficient les entreprises dans les agglomérations (INSEE, 2000, p. 148), le nombre d'entreprises et l'importance des actifs parmi la population résidentielle, le degré de diversification et la croissance démographique. D'après cette étude, les créations renforcent les disparités existantes, en termes de nombre d'entreprises, entre les départements. Un autre déterminant, souvent discuté, mais rarement au plan régional, est l'infrastructure financière. Pour la France, Bonnet, Cieply et Dejardin (2005) constatent que malgré une forte homogénéisation du système bancaire, qui atténue les disparités interrégionales depuis une vingtaine d'années, des contraintes liées à cette variable sont toujours sensibles dans certaines régions.

Proposition 1. Les principaux déterminants « environnementaux » relevés par la recherche internationale ont également un impact significatif sur la création d'entreprises en France (notamment la croissance démographique et les externalités d'agglomération).

La revue de la littérature permet de faire ressortir un certain nombre de déterminants « environnementaux » ayant un impact significatif sur les taux de création qui constituent le point de départ pour la présente recherche. L'émergence d'une économie fondée sur le savoir a marqué les années 1990 (Guellec, 2002). Effectivement, les chiffres de l'INSEE pour 2003 montrent que le nombre de créations nouvelles est en forte hausse, il s'agit majoritairement de microentreprises dans les services, mais les branches innovantes (notamment les technologies de l'information et de la communication) continuent également à croître (Rieg, 2004, p. 1). Ainsi, le nombre d'entreprises de services à forte intensité de connaissances ne cesse d'augmenter (*knowledge intensive services*; Hauknes, 1999). Comme les entreprises technologiquement innovantes (industrie), ce type d'entreprise dépend fortement de sources de savoirs externes. En conséquence, la prise en compte des catégories socio-professionnelles et du niveau de qualification de la population active est cruciale, d'autant plus que la plupart des créations nouvelles sont réalisées dans la région de résidence du créateur (Keeble, Walker et Robson, 1993, p. 17; Schmude 1994b, p. 166). Pour mieux expliquer les effets entre déterminants « traditionnels » et déterminants reliés à l'économie du savoir, d'autres variables seront retenues.

Proposition 2a. L'essor des entreprises de services à forte intensité de connaissances favorise les régions avec un niveau de qualification et un potentiel de savoirs élevés.

Proposition 2b. L'impact des « externalités de savoirs » est plus fort que les externalités d'agglomération.

1.3. La variabilité d'un certain nombre de déterminants

La forte hétérogénéité des études centrées sur l'explication des facteurs environnementaux de la création d'entreprises a été évoquée préalablement. Échelle géographique, choix sectoriel et taille de l'échantillon, durée de période d'observation, qualité et richesse des données statistiques, varient fortement entre les études. L'impact d'un certain nombre de déterminants ne fait donc pas l'unanimité (significatif ou non significatif) ou peut différer d'un secteur à l'autre. Il s'agit notamment de trois déterminants « contestés » : le taux de chômage, la composition sectorielle et la taille des entreprises déjà implantées dans les zones d'emplois. La littérature discutée plus haut indique l'importance de la prise en compte des catégories socioprofessionnelles (niveau de qualification, de diplôme, etc.) en tant qu'indicateurs descriptifs de la population active. L'impact de cette variable est d'autant plus crucial que, dans la majorité des cas, l'entrepreneur réalise son projet de création dans la région de sa résidence ou de son dernier diplôme (Keeble, Walker et

Robson, 1993, p. 17; Schmude, 1994b, p. 173). Ce potentiel « endogène » d'une région exprime donc un effet de proximité. La localisation des chômeurs-créateurs est également à prendre en compte et peut expliquer des disparités régionales en termes de création d'entreprise. Or, l'impact du chômage sur le taux de création dans une région ne fait pas l'unanimité. Audretsch et Fritsch (1994), dans une étude régionale sur l'ex-RFA, trouvent une corrélation positive entre le taux de chômage et le taux de création. Un nombre élevé de chômeurs-créateurs expliquerait ce lien positif entre un taux de chômage élevé et une forte intensité de création. D'autres auteurs considèrent un taux de chômage élevé dans une région plutôt comme un frein à la création (Johnson et Parker, 1996).

Un autre déterminant qui ne fait pas l'unanimité dans la littérature est la composition sectorielle des entreprises locales (« effet sectoriel »). Un certain nombre de recherches ne mesurent aucun impact significatif sur l'intensité de création et il s'agirait plutôt d'effets indirects (Schmude, 1994a, p. 208; Fritsch et Niese, 2000, p. 248). En revanche, l'impact de la taille moyenne des entreprises locales, notamment les très petites entreprises (TPE), n'est pas contesté. Plusieurs explications sont envisageables. Les recherches avancent qu'une grande partie des entrepreneurs étaient eux-mêmes auparavant des salariés dans une TPE, contrairement aux salariés de grandes entreprises qui seraient, dans une moindre mesure, entrepreneurs (Nerlinger, 1998, p. 96). Dans la littérature, d'autres arguments sont discutés, telles les différences entre grandes et petites entreprises dans l'organisation, la gestion et la répartition des tâches (Greenan, 1994, p. 87). Les salariés dans les petites entreprises sont souvent plus fortement impliqués dans le management et le fonctionnement global, leur travail est plus souvent directement lié au succès de l'entreprise, ce qui leur permet de développer davantage leurs compétences et aptitudes entrepreneuriales, comparé à un employé d'une grande entreprise (Schmude, 1994a, p. 164). D'autres explications pour justifier un taux de création plus fort dans des régions avec un grand nombre de petites entreprises sont liées au risque de perdre son emploi (la probabilité de dépôt de bilan dans une TPE paraît plus importante par rapport aux grandes entreprises), au niveau de salaire plus faible et au nombre d'heures travaillées par semaine souvent supérieur à celui des employés de grandes entreprises (Nerlinger, 1998, p. 97).

Toutefois, les différentes recherches montrent que le lien entre la taille moyenne des entreprises déjà implantées et le taux de création varie selon les secteurs : les créations dans l'artisanat augmenteraient avec le nombre de petites entreprises (effet « *seedbed* »), contrairement aux créations tertiaires qui privilégieraient la présence de grandes entreprises (Keeble et Walker, 1994, p. 421). Almus, Egelin et Engel (1999), par exemple, confirment ce lien pour

l'entrepreneuriat en Allemagne et en Autriche : une taille moyenne élevée des entreprises locales est positivement corrélée avec une forte création, notamment dans les services à haute intensité de connaissances. Les auteurs expliquent ce fait en grande partie par des processus d'*outsourcing*.

En prolongation de cette discussion, ces déterminants « contestés » doivent être validés pour le contexte français. Cette étape est indispensable afin de disposer d'un point de départ pour des futures recherches sur la création d'entreprises par secteurs en France.

Proposition 3. Les déterminants environnementaux « contestés » par la recherche internationale (notamment le taux de chômage, la composition sectorielle et la taille moyenne des entreprises) ont également un impact significatif sur la création d'entreprises en France, mais leur impact peut être différent (positif ou négatif).

2. Méthode

2.1. Sources statistiques, zonage et période d'observation

L'objectif principal de notre étude est de clarifier l'impact des déterminants environnementaux sur l'entrepreneuriat en France, grâce à une analyse longitudinale, à un niveau géographique qui correspond à la réalité locale des entreprises (zone d'emploi) et en vérifiant les facteurs clés utilisés dans la plupart des études antérieures. Comparé à celui d'autres pays de l'Union européenne, le système statistique français est particulièrement avancé et dispose de nombreuses sources statistiques utilisables pour la recherche sur l'entrepreneuriat. Le Système d'information sur les nouvelles entreprises (SINE) est certes parmi les plus connus et les plus utilisés. Conçu comme une enquête de cohorte que mène l'INSEE depuis 1994, ce dispositif est particulièrement adapté pour analyser la survie et la croissance des jeunes entreprises et fréquemment utilisé (par exemple, Bonnet, Cieply et Dejardin, 2005 ; Lasch, Le Roy et Yami, 2005). Cependant, la mobilisation de cette enquête pour analyser le lien entre création d'entreprise et contexte socio-économique local est très complexe et soulève un nombre de difficultés méthodologiques. Notamment le croisement de variables explicatives, indicateurs de l'environnement local, avec les nouvelles entreprises suivies par le SINE, réduit le niveau d'analyse géographique en se limitant au zonage des régions de programme en France. Le degré de confidentialité et l'accès habituellement autorisé par l'INSEE pour l'exploitation de cette enquête se limitent essentiellement à la variable de localisation de la région de programme. Une autre source statistique importante est le Système informatisé du Répertoire national des entreprises et établissements (SIRENE),

Revue internationale P.M.E., vol. 20, n° 2, 2007

répertoire administratif de toutes les entreprises et de tous les établissements (Picard, 1995, p. 4). En dehors des statistiques sur la démographie des entreprises, d'abondantes statistiques sociodémographiques et économiques sont gérées majoritairement par l'INSEE.

La forte hétérogénéité des recherches antérieures exige une étude empirique avec un échantillon le plus large possible, observé sur une durée significative, afin de pouvoir vérifier les propositions émises à la suite de la revue de la littérature. Les fichiers SIRENE de l'INSEE constituent donc le choix méthodologique le plus adapté à notre problématique. Tous les établissements (sièges ou non-sièges) nouvellement créés entre 1993 et 2001 dans les secteurs de l'industrie, du commerce et des services (ICS) sont retenus pour notre analyse. Cela correspond, dans l'ensemble, à plus de deux millions de créations (au niveau de l'établissement) pendant la période d'observation. Ainsi, pour une année d'observation, en moyenne, 250 000 créations sont prises en compte et sont rapportées à environ 2 600 000 entreprises existantes.

Le niveau géographique de notre analyse est la zone d'emploi (348 en France métropolitaine) qui correspond au rayonnement économique des agglomérations et villes petites et moyennes. D'un point de vue statistique, il s'agit du seul zonage en France qui permet de réaliser des analyses empiriques, transversales ou longitudinales sur le problème des disparités infra- ou intrarégionales (Houdebine, 1999; Hecquet et Laine, 1999).

Le traitement des données et les analyses statistiques ont été réalisés avec le logiciel SAS. Les déterminants sélectionnés (variables explicatives) sont croisés dans un modèle de régression multiple avec le taux de création de chaque zone d'emploi (variable expliquée). Afin de maximiser la solidité et la valeur explicative du modèle de régression, toutes les créations nouvelles de la période entre 1993 et 2001 sont intégrées.

2.2. Mesurer le taux de création dans les zones d'emploi (variable expliquée)

Le taux de création désigne le nombre d'entreprises nouvellement créées (sièges et non-sièges) rapporté au nombre d'établissements existants dans une zone d'emploi (*ecological approach*); une autre approche consiste à rapporter les créations au nombre d'emplois (*labour market approach*; Schmude, 1994a, p. 95). La figure 1 explique le calcul pour le taux de création annuel pour un territoire donné et le taux de création « dynamique » (la moyenne entre deux dates ou la moyenne des taux annuels pour une période observée).

FIGURE 1
Le calcul du taux de création

Le calcul du taux de création (ecological approach)

Taux de création

$$\mathbf{Tcr}_{ti} = \frac{\frac{\text{Nombre de créations (ti) dans une région}}{\text{Nombre d'établissements (ti) dans une région}}}{\frac{\text{Nombre de créations (ti) dans un pays}}{\text{Nombre d'établissements (ti) dans un pays}}}$$

Taux de création entre deux dates

$$\mathbf{Tcr}_{(t0-t1)} = \frac{\mathbf{Tcr}_{(t0)} + \mathbf{Tcr}_{(t1)}}{2}$$

Taux de création sur une période observée

$$\mathbf{Tcr}_{(t0-tn)} = \frac{\sum_{i=0}^n \mathbf{Tcr}_{(ti)}}{n + 1}$$

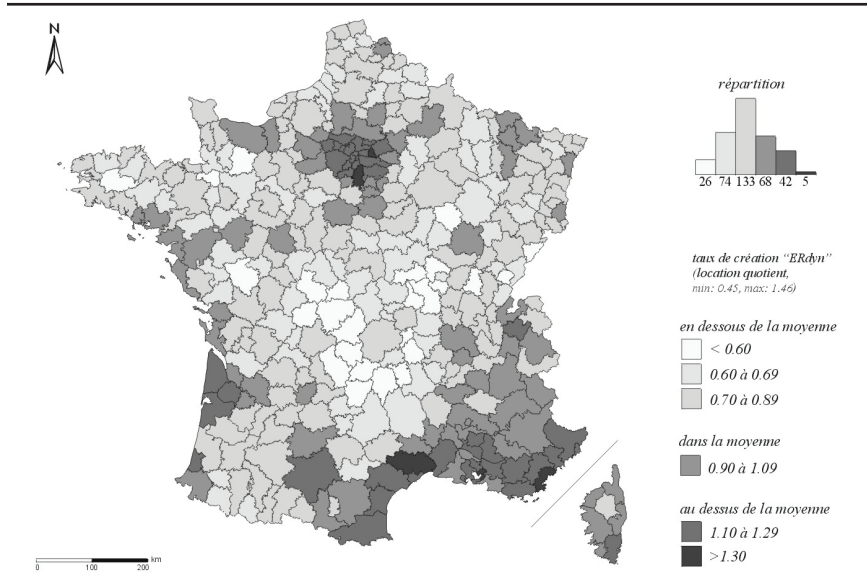
Source: Schmude, 1994b, p. 95.

Ainsi, le taux de création désigne le nombre d'entreprises nouvellement créées rapporté au nombre d'entreprises existantes (industrie, commerce, services ou ICS) dans une zone d'emploi (*ecological approach*). L'indice de création de chaque zone d'emploi permet ainsi très facilement de connaître la dynamique locale (figure 2). Un indice de 1,50, par exemple, révèle une dynamique de création une fois et demie au-dessus de la moyenne (France métropolitaine: indice de 1,0).

Certaines recherches soulignent que la mesure de l'intensité de création peut être influencée par le dénominateur utilisé (Audretsch et Fritsch, 1994, p. 361; Schmude, 1994a, p. 84; Keeble et Walker, 1994, p. 417). Afin de vérifier l'impact du dénominateur, les taux de création ont été calculés en utilisant les deux méthodes (*ecological approach* et *labor market approach*), mais aucune différence significative n'a été constatée dans notre recherche (Lasch, 2003, p. 66).

Revue internationale P.M.E., vol. 20, n° 2, 2007

FIGURE 2
La création d'entreprises en France (1993 à 2001)



Source : LASCH, 2003, p. 69.

2.3. Mesurer les déterminants environnementaux de la création (variables explicatives)

Comme dans d'autres études longitudinales, les indices correspondent à la période qui précède directement la période d'observation. Il s'agit ici de faire entrer dans le modèle la situation socioéconomique d'une zone d'emploi ayant un certain potentiel qui déclenche par la suite des activités entrepreneuriales, qui s'effectuent naturellement avec un certain délai (par exemple, l'augmentation de la demande). Conformément à nos trois propositions, nous retenons des variables explicatives suivantes : la croissance démographique (DEMO82), cette variable représente l'augmentation de la demande dans le marché local, indicateur d'opportunités pour les entrepreneurs. Un indice supplémentaire pour la demande est la moyenne des revenus des ménages (REVENU). L'impact d'un entrepreneuriat par nécessité est mesuré par le taux de chômage local (CHOM). L'impact du tissu d'entreprises existant sur la création est mesuré par plusieurs variables : le nombre de petites entreprises (« *seedbed effect* » : en dessous de six employés, EM0_5) et le nombre de grandes entreprises (au-dessus de 200 employés, EM_200P). La diversification sectorielle (DIV_94) et l'effet sectoriel (part de l'emploi industriel, EMIND ; part de l'emploi tertiaire, EMTERT) qui représentent le tissu productif local.

Revue internationale P.M.E., vol. 20, n° 2, 2007

Le niveau de qualification de la population active dans une zone d'emploi est mesuré par la part des cadres et professions supérieures dans l'emploi total local (CPIS). Les effets d'agglomération sont mesurés par la densité de la population (DENS). Les collectivités locales peuvent intervenir directement sur la création à travers leur politique de soutien et, notamment, par la taxe professionnelle (TAXPRO). La qualité de l'environnement naturel est particulièrement difficile à mesurer et entre dans notre modèle à travers l'attractivité touristique (capacité d'accueil des campings, CAMP). Les variables qui reflètent la taille moyenne des entreprises ont été calculées par l'auteur à partir du fichier SIRENE. Les autres variables sont des indices fournis par l'INSEE pour le niveau agrégé de la zone d'emploi.

3. Les résultats du modèle de régression

Le modèle de régression multiple construit est très robuste ($R^2 = 0,9889$; tableau 1) et l'analyse des résidus montre davantage sa pertinence : pour 311 zones d'emplois sur 348, il explique très bien l'impact des déterminants environnementaux sur l'intensité des créations. Pour les autres zones d'emploi, les paramètres testés ont une influence plus forte (résidus positifs) ou plus faible (résidus négatifs) sur la création.

Sur les 12 variables testées, 8 obtiennent un résultat très significatif (significatif au seuil de 1 % : CHOM, DEMO82, CPIS, TAXPR, EM0_5, EM200P, CAMP; significatif au seuil de 5 % : REVENU; tableau 1). Une variable est significative au seuil de 5 % (EMTERT) et aucun résultat probant n'est mesuré pour DENS, DIV_94 et EMIND.

Les deux premières propositions (P1 et P2a, b) établissent un lien entre les déterminants majeurs de la création identifiés par la recherche internationale et la création d'entreprises en France. Les résultats de la régression confirment P1, le seul déterminant majeur qui n'obtient aucun résultat significatif étant la densité de population (DENS). P2a anticipe un fort impact d'un marché d'emploi hautement qualifié sur l'intensité de création (externalités de savoirs). Le coefficient de corrélation très élevé confirme l'hypothèse selon laquelle un marché d'emploi hautement qualifié (CPIS) est crucial pour le développement d'activités entrepreneuriales. En tant que facteur d'innovation régionale, il est également reflété par un niveau de revenu élevé (REVENU), variable pour laquelle la régression produit un résultat significatif, mais à un niveau plus faible. Ces externalités de savoirs ont donc une incidence plus forte que les externalités d'agglomération (mesurées par DENS), ce qui va dans le sens de la confirmation de P2b.

La troisième proposition s'attend à une forte variabilité de certains déterminants résultant de l'hétérogénéité des recherches antérieures (CHOM, DIV_94, EMIND, EMTERT, EM0_5, EM200P). Tout d'abord, l'incidence du taux de chômage (CHOM) sur la création est positivement significative, or un impact négatif était attendu. Le modèle produit même le coefficient de corrélation le plus élevé de toutes les variables testées dans le modèle. La spécialisation sectorielle, en revanche, ne fait pas partie des déterminants majeurs pour le développement des activités entrepreneuriales : le degré de diversification (DIV) et la part de l'industrie dans l'emploi (EMIND) n'ont aucun impact significatif. L'incidence positive de la part du tertiaire dans l'emploi régional (EMTERT) est seulement significative au seuil de 5 %. D'autres écarts par rapport aux résultats avancés dans la plupart des recherches concernent notamment l'impact des grandes entreprises (EM200P) aussi élevé dans notre modèle que l'effet « *seedbed* », émanant des TPE. Tous ces résultats vont dans le sens de P3 et soulignent l'importance d'une clarification de ces déterminants « contestés » pour l'entrepreneuriat en France.

TABLEAU 1
Les résultats de l'analyse de régression multiple

Variables sélectionnées (variable dépendante : taux de création par zone d'emploi)	Coefficient de régression ¹
Croissance démographique 1982 à 1990 (DEMO82)	0,0139***
Densité de population 1990 par km ² (DENS)	0,0005
Part des cadres et professions intellectuels supérieurs à l'emploi régional 1993 en % (CPIS)	0,0048***
Taux de chômage 1993 en % (CHOM)	0,0147***
Diversification sectorielle 1994 (DIV_94)	0,0143
Part de l'emploi industriel 1995 en % (EMIND)	-0,0002
Part de l'emploi tertiaire 1995 en % (EMTERT)	0,0020*
Part des établissements ICS de 0 à 5 employés à l'emploi régional ICS 1993 en % (EM0_5)	0,0034***
Part des établissements ICS de plus de 200 employés à l'emploi régional ICS 1993 en % (EM200P)	0,0033***
Revenu net moyen 1994 (REVENU)	0,0002**
Taxe professionnelle 1993 (TAXPR)	0,0042***
Capacité d'accueil des campings 1994 (CAMP)	0,0006***

* sign. 1 %,
** sign. 5 %,
*** sign. 10 %,

¹R-Square 0,9889 (adj. R² = 0,9882).

4. Discussion des résultats

Le problème posé dans cette recherche était celui de l'impact des contextes territoriaux sur l'activité entrepreneuriale en France. Les fortes disparités mesurées entre les 348 zones d'emplois révèlent clairement le lien direct entre l'environnement socioéconomique local et l'intensité de création (figure 2). Ainsi, le bassin parisien, le pourtour méditerranéen et la côte atlantique offrent des conditions très favorables pour les entrepreneurs. Dans l'ensemble, les effets d'agglomération ne suffisent pas pour expliquer le processus asymétrique que constitue la création d'entreprise en France de la dernière décennie. En effet, certaines exceptions peuvent être constatées et laissent présager l'existence d'autres facteurs explicatifs. Lyon et Marseille, par exemple, affichent une intensité entrepreneuriale relativement modeste. Paradoxalement, le Nord-Est, la partie du territoire la plus avantagée par sa situation géographique à l'échelle européenne, n'est pas une région privilégiée par les entrepreneurs. De l'autre côté, des territoires à forte intensité de création émergent, notamment la périphérie ouest et sud. L'entrepreneuriat des 10 dernières années semble donc contribuer à inverser la carte « traditionnelle » de la France économique.

La question suivante se pose alors : « Dans quel environnement socio-économique prospèrent les jeunes entreprises et quel contexte territorial se révèle plutôt défavorable pour le développement d'activités entrepreneuriales ? » Les résultats confirment qu'une partie des déterminants majeurs, relevés par la recherche internationale, a également une incidence significative sur la création d'entreprises en France. Comme dans la plupart des recherches antérieures, notamment une forte croissance démographique est mise en avant par le modèle de régression (Keeble, Walker et Robson, 1993; Reynolds et Storey, 1993; Reynolds, Storey et Westhead, 1994; Guesnier, 1994; Johnson et Parker, 1996; INSEE, 2000; Audretsch et Fritsch, 1994; Keeble et Walker, 1994). Les régions ayant un taux de migration et de croissance démographique important affichent en général une forte intensité de création (Lasch, 2003, p. 81). Ce résultat, tant pour les collectivités territoriales que pour les autres acteurs économiques, souligne l'importance de considérer l'environnement socioéconomique comme déterminant majeur pour le développement de l'entrepreneuriat, sous forme de création d'entreprises nouvelles. Notons qu'une croissance démographique dans une région entraîne non seulement une simple augmentation de la demande, mais aussi l'arrivée de nouvelles populations entrepreneuriales qui connaissent souvent mal le contexte local et qui perçoivent difficilement les risques et les opportunités. Ce potentiel entrepreneurial est peu enraciné, il maîtrise probablement mal l'environnement socioéconomique, la diversité des dispositifs d'intervention, etc. Nombreuses sont les recherches qui insistent sur l'impact positif d'une

intégration efficace des entrepreneurs dans les réseaux locaux (conseil, transfert, finances, affaires, etc.) sur la survie et la croissance (Koschatzky, 1997; Pleschak, 1997).

Un autre déterminant, qui confirme la proposition 1, est l'effet «*seedbed*», la forte présence de petites entreprises. Ce résultat va dans le sens d'autres recherches (Schmude, 1994a; Nerlinger, 1998; Greenan, 1994) qui considèrent qu'une TPE permet plus facilement à ses employés de développer des compétences et aptitudes entrepreneuriales à la suite d'une plus forte implication dans le management, le fonctionnement global et, en conséquence, l'avenir de l'entreprise, qu'une grande entreprise. Cependant, en dehors de ces effets d'apprentissage et de «formation à l'entrepreneuriat» au sein d'une TPE, le résultat pour cette variable va aussi dans le sens d'autres études qui expliquent ces effets d'essaimage par un nombre de contraintes caractéristiques pour les TPE (grande fragilité, conditions de travail, niveau de salaire, etc.) qui motiveraient les employés à créer leur propre entreprise (Nerlinger, 1998).

Contrairement aux résultats de l'étude internationale de Reynolds et Storey (1993) et notamment ceux obtenus par Guesnier (1994) pour la France, l'incidence positive d'une forte densité de population (externalités d'agglomération) ne se confirme pas dans le modèle de régression. Ce résultat laisse présager que les externalités positives d'agglomération seules (par exemple, une infrastructure développée) ne suffisent pas pour attirer de nouvelles entreprises, hypothèse pourtant défendue par un certain nombre de recherches (INSEE, 2000; Audretsch et Fritsch, 1994). Ce résultat ne va donc pas dans le sens de la proposition 1.

Un espace trop densément habité, malgré une infrastructure de haut niveau, peut effectivement constituer un désavantage susceptible de neutraliser des effets positifs d'agglomération. Dans une certaine mesure, cela peut présenter une chance pour des régions «périphériques» et/ou de faible tradition industrielle. Ainsi, les résultats ont confirmé que la qualité de vie devient un facteur de plus en plus déterminant. Effectivement, l'attractivité touristique d'un territoire apparaît comme l'un des déterminants majeurs et confirme les résultats d'un certain nombre de recherches qui relèvent l'impact du phénomène de l'héliotropisme sur le développement des activités entrepreneuriales en France de la période récente («*sunbelt*»; Rouzier, 1987; George, 1991).

La plus grande majorité des jeunes entreprises sont des TPE, mais la «petitesse» induit de nombreux handicaps, notamment en termes de financement. Les jeunes TPE sont donc particulièrement sensibles à un environnement fiscal favorable. Parmi tous les facteurs de localisation retenus

par les recherches antérieures, la taxe professionnelle ne figure que rarement, or cette variable apparaît au quatrième rang des variables testées. La politique fiscale des collectivités territoriales reste un outil d'incitation puissant, entre autres, pour la création d'entreprises de très petite taille.

Une économie fondée de plus en plus sur le savoir, l'essor des petites entreprises à forte intensité de connaissances devrait favoriser les régions avec un niveau de qualification élevé (P2a). Ce type de région représente effectivement un environnement favorable à la création d'entreprises et la variable testée fait partie des trois premiers déterminants mesurés par notre modèle. Même si un marché d'emploi hautement qualifié est souvent retenu par les recherches antérieures (Audretsch et Fritsch, 1994; Reynolds et Storey, 1993; Keeble et Walker 1994), cette variable figure très rarement parmi les déterminants majeurs (Guesnier, 1994). Or, une forte présence de population active, hautement qualifiée, n'agit pas uniquement positivement sur l'intensité de la création sous forme d'employeurs potentiels. Un niveau élevé de revenu et un plus fort maintien des emplois dans une conjoncture défavorable garantissent en outre une relative stabilité de la demande et de la consommation locales. Les résultats de la régression montrent clairement que les entreprises implantées dans ce type d'agglomérations disposent d'un avantage concurrentiel.

Les changements économiques actuels devraient ainsi favoriser les régions avec un niveau de qualification (et un potentiel d'innovation) élevé(s). Les « externalités de savoirs » devraient avoir un impact encore plus fort que les externalités d'agglomération en général (proposition 2b). Ces résultats vont dans le sens d'autres recherches qui relèvent également que des innovations et de nouveaux savoirs (et donc de nouvelles entreprises) émergent dans certains lieux, dans certains contextes, en interactivité avec l'environnement socioéconomique (Meusburger, 2000). Contrairement à l'information qui peut être diffusée à une échelle globale en quelques secondes, les savoirs (« *knowledge* ») sont « enracinés », sont liés à certaines personnes, positions, réseaux et milieux intellectuels (Meusburger, 2000, p. 356). Les résultats confirment d'autres recherches, comme celle de Schmude (1994a, p. 173) qui souligne que les créations d'entreprises reflètent en quelque sorte le potentiel « endogène » d'une région et expriment un effet de proximité.

Les résultats de cette recherche ont largement confirmé les propositions 1, 2 et 2b. La proposition 3 a pris en compte la forte hétérogénéité des travaux antérieurs avec une série de variables dont l'impact ne fait pas l'unanimité dans les recherches. Ce sont notamment celles-ci qui demandent une attention particulière, car leur influence peut aussi (ou avant tout) varier en fonction des spécificités des économies locales/régionales. Les résultats confirment

que leur impact peut varier et des analyses supplémentaires s'imposent pour une partie des déterminants (notamment la composition sectorielle et le taux de chômage).

La composition sectorielle (diversification ou spécialisation) du tissu économique local ne donne aucun résultat significatif. Elle ne semble influencer que de manière indirecte la création et confirme, non seulement les résultats de Fritsch et Niese (2000), mais aussi ceux d'autres études qui privilégient l'influence de la taille moyenne des entreprises existantes sur la création (Schmude, 1994a).

À cet égard, la présence de grandes entreprises dans le tissu économique local est effectivement un déterminant essentiel (donneur d'ordres, sous-traitance, *outsourcing*, coopération en R-D) et va dans le sens des recherches de Almus, Egeln et Engel (1999) et Nerlinger (1998). Or, en France, la forte incidence sur la création des grandes entreprises peut s'expliquer par la proportion importante des créations de services qui sont plus sensibles à la présence de grandes entreprises (clients importants) que les jeunes entreprises d'autres secteurs.

L'impact du taux de chômage sur la création a déjà été évoqué plus haut, mais les auteurs ne sont pas unanimes sur la question de savoir si l'incidence sur le développement des activités entrepreneuriales est plutôt positive (Audretsch et Fritsch, 1994) ou négative (Johnson et Parker, 1996). Dans le modèle de régression, les résultats d'Audretsch et Fritsch (1994) sont confirmés et l'impact du taux de chômage est significatif. Une réelle prise de conscience des pouvoirs publics (aide à la création pour les « chômeurs-créateurs »), mais aussi une meilleure acceptation de l'idée de créer son propre emploi à travers la création d'une entreprise semblent avoir été observées en France dans la période récente. Cependant, un taux de chômage élevé dans un bassin d'emplois ne signifie pas automatiquement une forte intensité de création. Il peut être, au contraire, l'indicateur d'une population active fortement polarisée avec, d'un côté, une part importante de chômeurs « non créateurs » et, d'un autre côté, des populations fortement attirées par l'entrepreneuriat, très actives, hautement qualifiées et d'un niveau de revenu élevé. L'interprétation de l'impact du taux de chômage sur la création est donc très complexe et, même si la corrélation affiche un résultat positif, des analyses complémentaires sont nécessaires.

Un niveau de revenu élevé est une variable qui indique non seulement l'existence d'un fort pouvoir d'achat dans le marché local, mais également celle de certaines catégories socioprofessionnelles en mesure d'investir plus facilement dans une entreprise (fonds propres), le capital au démarrage étant l'un des facteurs clés du succès (Brüderl, Preisendörfer et Ziegler, 1996, p. 173;

Lasch, 2003, p. 166). Or, le capital privé et les fonds des instituts bancaires ne sont pas répartis équitablement sur le territoire national, même si des efforts d'homogénéisation ont été entrepris en France dans les 20 dernières années (Bonnet, Cieply et Dejardin, 2005). La disponibilité du capital dans le bassin d'emploi reste donc un paramètre important pour la création d'entreprises (Keeble, Walker et Robson, 1993, p. 18). Comparé à un niveau international, l'impact de cette variable est plus faible en France. Cela peut s'expliquer par la moindre motivation d'employés hautement qualifiés de courir les risques qui peuvent être liés à la création d'une entreprise. Un tel constat ne surprend pas totalement, étant donné que l'image de l'entrepreneur et son statut ne sont pas (encore) les mêmes dans la société française.

Conclusion

Cette recherche nous a principalement permis d'avoir une meilleure compréhension et perception des contextes territoriaux et de leur impact sur l'entrepreneuriat (émergence organisationnelle). Dans le domaine de l'entrepreneuriat et notamment des recherches sur les jeunes TPE, l'environnement local en tant que variable déterminante fait rarement l'objet d'une analyse empirique. Une série de déterminants « environnementaux » ont été testés et les résultats contribueront à mieux expliquer les différences des taux de création entre les régions d'un même pays.

L'analyse de la totalité des nouveaux établissements créés entre 1993 et 2001 en France (deux millions de créations) constitue une base empirique qui va bien au-delà de celle des études précédentes. De plus, l'utilisation d'un zonage plus fin (la zone d'emploi), mieux adapté pour étudier le contexte économique local dans lequel le créateur implante son entreprise, a permis d'augmenter la fiabilité, la validité des résultats, ce qui explique un modèle de régression multiple extrêmement solide. Ces deux éléments soulignent l'apport de cette recherche en termes de méthodologie.

Le modèle de régression avait pour objectif de tester l'impact des variables sélectionnées sur l'intensité de création dans les 348 zones d'emploi du territoire métropolitain entre 1993 et 2001. Les résultats montrent que les déterminants majeurs de la création d'entreprises sont le taux de chômage, la croissance démographique (augmentation de la demande), un marché d'emploi hautement qualifié, la taxe professionnelle et la présence de grandes entreprises dans le tissu économique local.

Une série de déterminants considérés comme majeurs par la plupart des recherches se confirme également en France pour la période récente (P1), mais quelques spécificités françaises sont à constater, comme l'importance

plus forte des grandes entreprises pour le développement des activités entrepreneuriales et surtout l'impact du taux de chômage. Cependant, l'interprétation de certaines variables est très complexe (taux de chômage, taille moyenne des entreprises, etc.) et exige des recherches supplémentaires. D'où l'importance des analyses pluri-niveaux qui permettent de vérifier les résultats obtenus à un niveau agrégé en transposant la problématique au niveau de l'entreprise.

Les résultats indiquent que la France s'inscrit de plus en plus dans la dynamique d'une économie fondée sur le savoir, les externalités de savoirs ayant même une incidence fortement supérieure aux externalités d'agglomération. L'impact d'une nouvelle génération d'entreprises à forte intensité de savoirs, ou dont les activités sont liées aux nouvelles technologies, est sensible. Il souligne le rôle croissant des qualifications et savoirs dans une société de l'information et de la communication. Mais l'impact du taux de chômage sur la création révèle que différents modèles d'entrepreneuriat coexistent (entrepreneuriat par nécessité, entrepreneuriat de haute technologie, etc.). Une prolongation de l'étude présente, en différenciant par secteur, est ainsi nécessaire pour affiner ces résultats (industrie, services aux particuliers, services aux entreprises, services TIC, etc.).

La présente étude, à travers ses résultats et le nombre de pistes de recherches qui se sont dessinées, a ainsi démontré qu'un recours aux méthodologies quantitatives, empirico-déductives, très prisées par les collègues anglo-saxons et germanophones, ne peut qu'enrichir la recherche française en entrepreneuriat, jusqu'alors dominée par des méthodologies de type qualitatif. Nous pensons comme Saporta (2002, p. V) que de telles démarches méthodologiques seraient souhaitables pour une plus grande diversité d'approches dans la recherche française en entrepreneuriat. Dans cette perspective, le débat ne devrait pas s'articuler en opposant méthodes qualitatives et méthodes quantitatives, mais davantage porter la réflexion sur la question de l'intérêt de combiner les deux approches au sein d'analyses pluri-niveaux. Le déterminant majeur de la création, le taux de chômage, constitue un bon exemple d'une telle démarche.

Finalement, rappelons que le terme « déterminant » comprend un double volet : il désigne, d'une part, tout ce qui pousse un individu à devenir entrepreneur et à créer son entreprise (motivations) ainsi que le contexte territorial plus ou moins favorable à sa réalisation ; d'autre part, il va au-delà de l'acte de la création et implique tout ce qui influence la survie, la pérennité et le succès de la jeune entreprise. En conséquence, des travaux de type prédictif pourront compléter la présente recherche en se concentrant notamment sur la question de la performance des entreprises nouvellement

créées (facteurs de succès, d'échec). Une combinaison d'approches quantitatives (par exemple, la question de l'impact des déterminants territoriaux sur l'intensité d'activités entrepreneuriales dans une région) et qualitatives (par exemple, l'impact sur le succès des compétences, des qualifications du créateur, de l'organisation de l'entreprise au démarrage, etc.) aideront à mieux appréhender le phénomène de l'entrepreneuriat tout en constituant un point de départ pour des recherches futures.

Bibliographie

- ALMUS, M., J. EGELN et D. ENGEL (1999), *Determinanten regionaler Unterschiede in der Gründungshäufigkeit wissensintensiver Dienstleister*, Mannheim, ZEW Discussion Paper 99-22.
- AUDRETSCH, D.B. et M. FRITSCH (1994), «The geography of firm birth in Germany», *Regional Studies*, n° 28, p. 359-365.
- BONNET, J., S. CIEPLY et M. DEJARDIN (2005), «Financial constraints on new firms: looking for regional disparities», *Max Planck Institute of Economics – Working Papers on Entrepreneurship, Growth and Public Policy*, <<http://www.econ.mpg.de/english/research/index.html>>.
- BRÜDERL, J., P. PREISENDÖRFER et R. ZIEGLER (1996), *Der Erfolg neu gegründeter Betriebe: eine empirische Studie zu den Chancen und Risiken von Unternehmensgründungen*, Berlin, Betriebswirtschaftliche Schriften 140.
- CARREE, M. et M. DEJARDIN (2006), «Entry threshold and actual entry and exit in local markets», *Small Business Economics*, novembre.
- FRITSCH, M., R. GROTZ, U. BRIXY, M. NIESE et A. OTTO (2002), «Gründungen in Deutschland: Datenquellen, niveau und räumlich-sektorale struktur», dans J. Schmude et R. Leiner (dir.), *Unternehmensgründungen – Interdisziplinäre Beiträge zum Entrepreneurship Research*, Physika Verlag, Stuttgart, p. 1-31.
- FRITSCH, M. et M. NIESE (2000), «Der einfluss der branchenstruktur auf das gründungsgeschehen – eine analyse für die westdeutschen raumordnungsregionen 1983-1997», *Geographische Zeitschrift*, vol. 88, n°s 3-4, p. 234-250.
- GEORGE, P. (1991), «La revanche du Midi: le pari de Montpellier», *Annales de géographie*, numéro spécial «Portrait des villes», p. 55-65.
- GREENAN, N. (1994), «L'organisation du travail dans les PMI se distingue-t-elle de celle des grandes entreprises?», *Économie et statistiques*, n°s 271-272, p. 87-103.
- GUELLEC, D. (2002), «L'émergence d'une économie fondée sur le savoir», dans J.-P. Touffut et R.M. Solow (dir.), *Institutions et innovation. De la recherche aux systèmes sociaux d'innovation*, Paris, p. 131-156.
- GUESNIER, B. (1994), «Regional variation in new firm formation in France», *Regional Studies*, n° 28, p. 347-358.
- HAUKNES, J. (1999), *Knowledge Intensive Services – What Is Their Role?*, Paris, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Revue internationale P.M.E., vol. 20, n° 2, 2007

- HECQUET, V. et F. LAINE (1999), « Structures industrielles locales et formes d'organisation économique », *Économie et statistiques*, n^{os} 326-327, p. 205-223.
- HOUBEINE, M. (1999), « Concentration géographique des activités et spécialisation des départements français », *Économie et statistiques*, n^{os} 326-327, p. 189-204.
- INSEE (2000), *L'économie française, Édition 2000-2001*, Paris, Livre de poche.
- JOHNSON, P. et S. PARKER (1996), « Spatial variations in the determinants and effects of firm births and deaths », *Regional Studies*, n^o 30, p. 679-688.
- KEEBLE, D. et S. WALKER (1994), « New firms, small firms and dead firms: spatial patterns and determinants in the United Kingdom », *Regional Studies*, n^o 28, p. 411-427.
- KEEBLE, D., S. WALKER et M. ROBSON (1993), *New Firm Formation and Small Business Growth in the United Kingdom: Spatial and Temporal Variations and Determinants*, Londres, Research Series Department of Employment 15.
- KOSCHATZKY, K. (dir.) (1997), *Technologieunternehmen im Innovationsprozess: Management, Finanzierung und regionale Netze*, Heidelberg, Schriftenreihe des Fraunhofer-Instituts für Systemtechnik und Innovationsforschung-Technik, Wirtschaft und Politik 23.
- LASCH, F. (2003), *Innovations- und technologieorientierte Neugründungen in Frankreich. Eine Untersuchung von Einflussfaktoren auf regionale Disparitäten im Gründungsgeschehen in Informations- und Kommunikationstechnologien (1993 bis 2001) – La création d'entreprises dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) en France. Une analyse des facteurs déterminants de la création régionale et une étude des déterminants de la survie et du succès des jeunes entreprises (1993 à 2001)*, Regensburg, Beiträge zur Wirtschaftsgeographie Regensburg 4.
- LASCH, F., F. LE ROY et S. YAMI (2005), « Les déterminants de la survie et de la croissance des start-up TIC », *Revue française de gestion*, vol. 31, n^o 155, p. 37-56.
- LASCH, F. et S. YAMI (2007), « The nature and focus of entrepreneurship research in France over the last decade: A French touch ? », *Entrepreneurship, Theory and Practice*, numéro spécial prévu pour novembre 2007 « Entrepreneurship research in Europe: overview, trends and themes ».
- MEUSBURGER, P. (2000), « The spatial concentration of knowledge. Some theoretical considerations », *Erdkunde*, n^o 54, p. 352-364.
- NERLINGER, E. (1998), *Standorte und Entwicklung junger innovativer Unternehmen: Empirische Ergebnisse für West-Deutschland*, Baden-Baden, Schriftenreihe des ZEW 27.
- PICARD, H. (1995), « Dossier SIRENE – Introduction », *Courrier des Statistiques*, n^{os} 75-76, p. 3-4.
- PLESCHAK, F. (1997), « Entwicklungsprobleme junger Technologieunternehmen und ihre Überwindung », dans K. Koschatzky (dir.), *Technologieunternehmen im Innovationsprozess: Management, Finanzierung und regionale Netze*, Heidelberg, Schriftenreihe des Fraunhofer-Instituts für Systemtechnik und Innovationsforschung-Technik, Wirtschaft und Politik 23, p. 13-33.

Revue internationale P.M.E., vol. 20, n^o 2, 2007

- REYNOLDS, P.D. et D.J. STOREY (dir.) (1993), *Local and Regional Characteristics Affecting Small Business Formation: A Cross National Comparison*, Paris, ECOECD: WKSUM01.
- REYNOLDS, P., D.J. STOREY et P. WESTHEAD (1994), « Cross-national comparisons of the variation in new firm formation rates », *Regional Studies*, n° 28, p. 443-456.
- RIEG, C. (2004), « Forte hausse des créations d'entreprises en 2003 », *INSEE Première*, n° 944, p. 1-4.
- ROUZIER, J. (1987), « Le sud, une novation socioéconomique », *Revue d'Économie méridionale*, vol. 35, n° 138, p. 49-63.
- SAPORTA, B. (2002), « Préférences théoriques, choix méthodologiques et recherche française en entrepreneuriat : un bilan provisoire des travaux entrepris depuis dix ans », *Revue de l'Entrepreneuriat*, vol. 2, n° 1, p. V-XVII.
- SCHMUDE, J. (1994a), *Geförderte Unternehmensgründungen in Baden-Württemberg. Eine Analyse der regionalen Unterschiede des Existenzgründungsgeschehens am Beispiel des Eigenkapitalhilfe-Programms (1979-1989)*, Stuttgart, Erdkundliches Wissen 114.
- SCHMUDE, J. (1994b), « Qualifikation und Unternehmensgründung. Eine empirische Untersuchung über die Qualifikationsstrukturen geförderter Unternehmensgründer in Baden-Württemberg », *Geographische Zeitschrift*, n° 82, p. 166-179.
- VOIGT, E. (1998), « Regionale Wissens-Spillovers technischer Hochschulen », *Raumforschung und Raumordnung*, n° 1, p. 27-35.